

*Motions*

Il est intéressant de remarquer que le gouvernement considère maintenant que les ports pour petits bateaux répondent à un besoin important. Il semble avoir oublié qu'il reprochait au gouvernement précédent d'avoir créé trop de ports et qu'il disait qu'il fallait tous les fermer. Il découvre maintenant qu'il faut avoir des ports sûrs et accessibles. Il souligne aussi qu'il faut les réparer et les améliorer pour les rendre plus sûrs, pour éviter le risque de voir quelqu'un tomber du quai dans l'eau avec son chariot-élévateur en hiver. On doit vérifier si ces ports ne sont pas délabrés au point où il faut les condamner.

Le gouvernement a dit aussi qu'on ne doit pas bouleverser les activités de la pêche commerciale. Il y a des villages, comme Port Hardy dont le port pour petits bateaux compte un nombre très limité de postes d'amarrage. En raison de l'incurie du ministère des Pêches et des Océans, ils pourraient devoir accueillir tout à coup, en cas de tempête, jusqu'à 900 gros bateaux de pêche alors qu'il n'y a pas ou presque pas d'installations d'amarrage, ce qui présente un grand danger pour ces bateaux. La plage et les très petites installations portuaires sont jonchées de déchets, les bateaux sont amarrés les uns aux autres pour assurer leur sécurité et il est absolument évident que la pêche commerciale en souffre. La Direction des ports pour petits bateaux et le gouvernement du Canada ont constaté la nécessité de bâtir des installations pour prévenir toute perturbation des services.

● (1120)

Les tempêtes ont causé des dommages considérables dans un grand nombre de ports de la région de l'Atlantique. On l'a signalé à maintes et maintes reprises au gouvernement. Ces ports ont besoin qu'on y fasse du dragage et qu'on y répare les dommages causés par les tempêtes. L'économie de certaines localités s'est trouvée paralysée parce que leurs habitants ne pouvaient plus aller pêcher en mer. Ils ne pouvaient pas sortir en mer gagner leur vie. Ils ne pouvaient pas amarrer sans danger leur bateau, le moyen pour eux de gagner leur vie.

Oh surprise, le gouvernement a maintenant découvert qu'il faudra effectuer le dragage et réparer les dommages des tempêtes avec un budget absolument dérisoire de 5 millions de dollars, un chiffre qui sous-estime certes l'ampleur de ces travaux. Voilà qui démontre bien que le gouvernement ne se rend pas compte de l'ampleur des travaux d'amélioration nécessaires dans ces localités de l'Atlantique.

Il faut intensifier ces travaux d'amélioration. Il faut affecter des ressources en permanence pour veiller à ce que les dommages soient réparés rapidement et à temps et que le dragage se fasse régulièrement. Il faut veiller à l'entretien de ces ports de l'Atlantique pour que les pêcheurs puissent continuer à gagner leur vie sans danger ni interruption.

Tel qu'indiqué dans le programme du gouvernement, les besoins sont bien reconnus, mais ce qui s'impose et qui fait défaut, c'est qu'on répare les dommages des tempêtes et qu'on mette en oeuvre des programmes de dragage exécutés à temps afin de prévenir d'autres interruptions.

Pour la région des Grands lacs, le gouvernement reconnaît que le niveau élevé des eaux y a endommagé un nombre important de ports. On estime l'étendue des dommages à environ 10 millions de dollars. Il faut réparer ces ports pour assurer la survie des économies locales. Parce qu'on n'a pas remédié aux dégâts au moment où ils se sont produits, le coût des réparations a été beaucoup plus élevé pour les contribuables, ce qui est regrettable. L'effondrement des économies locales entraîne par l'incapacité du gouvernement de préserver son infrastructure, laquelle soutient et maintient en place l'économie locale, a non seulement coûté plus cher aux contribuables canadiens mais a également nuit énormément aux secteurs du tourisme et des loisirs dans ces économies.

Il faut appliquer ces mesures sans déclencher les profondes perturbations auxquelles on a assisté avec le programme de trois ans du gouvernement où celui-ci ne s'est pas occupé de ces installations sous prétexte de faire des économies. Ce ne sont pas de vraies économies et à long terme cela va revenir beaucoup plus cher aux contribuables.

Un des avantages que cela représente pour le gouvernement, c'est que si celui-ci arrête brusquement de dépenser de l'argent pour les ports destinés aux petits bateaux, il peut réparer à l'occasion d'une campagne électorale les dégâts qui se sont produits. Le gouvernement a alors essayé de faire valoir qu'il tenait compte des besoins des gens pour essayer d'obtenir des votes lors d'une campagne électorale. Voilà comment on est arrivé à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Au lieu de réparer en priorité de façon systématique et consciencieuse les installations, de remédier aux dégâts causés par les orages et d'assurer l'appui fédéral aux localités de la région atlantique du Canada ainsi qu'à celles des Grands lacs, on se trouve dans une situation où on se contente simplement d'arrêter tous les travaux pour essayer de faire de fausses économies puis, en période électorale, le gouvernement desserre les cordons de sa bourse et essaye de dépenser l'argent efficacement et aussi rapidement que possible dans l'espoir d'obtenir quelques votes.

Cette tactique ne réussit pas et crée un très mauvais système d'attribution des contrats pour les réparations et la construction. Souvent les contrats sont loués, ce qui oblige le gouvernement suivant à essayer de les mettre en place. On procède sans méthode et d'une manière généralement inacceptable.

D'après le gouvernement, la méthode précédente avait comme défaut, entre autres, de fixer des objectifs imprécis au programme d'entretien de ces ports. C'est absolument vrai. En fait ceux qui crient le plus fort obtiennent ce qu'ils veulent. On ne respecte pas vraiment un ordre de priorité. Par conséquent, quiconque se trouve avoir la même carte de parti que le gouvernement au pouvoir pourra demander qu'on lui répare son quai. Lorsque cela se produit et qu'on ne se préoccupe pas des problèmes peu importants qui existent dans un secteur à très faible taux d'utilisation et ayant pour origine des dégâts importants ou un besoin urgent d'infrastructure, alors l'argent au lieu d'aller où il devrait être utilisé pour répondre aux besoins des citoyens. Cela semble être une bonne manœuvre politique, puis le programme doit commencer.